

## Discours Vél d'hiv' 2020

Nous sommes ici réunis dans le cadre de la "Journée nationale à la mémoire des victimes des crimes racistes et antisémites de l'État français et d'hommage aux Justes de France".

L'idéologie national-socialiste avait conçu un modèle d'égalité sociale exemplaire... pour les seuls Juifs : qu'ils soient étrangers, apatrides ou français, nourrissons, jeunes ou vieux, hommes ou femmes, pauvres ou riches, malades ou en bonne santé, dociles ou réfractaires, célèbres ou inconnus, une seule et même loi devait leur être appliquée : la mort ! Leur crime : avoir en commun l'appartenance à une race maudite dont l'humanité versus 3ème Reich devait être enfin délivrée.

Concernant le mode d'exécution de la sentence, comment ne pas se laisser impressionner par le professionnalisme des 889 équipes de policiers français, dévoués et pointilleux, partis en mission à l'été 42 pour mettre en œuvre cette rafle des « bannis de la nation ». Le respect scrupuleux des ordres du directeur de la police municipale de Paris ne les empêcha pas de se comporter en règle générale de façon polie... et parfois élégante. On ne dira jamais assez l'avantage de partir à l'abattoir quand le bourreau prend la peine de vous adresser un sourire compatissant et de vous tenir la porte.

A l'arrivée des 50 autobus, remplis jusqu'à la gueule, au Vélodrome d'hiver, ce « public », certes différent de celui des grands spectacles sportifs d'avant-guerre, fut accueilli avec une parfaite maîtrise de la gestion des foules : 4115 enfants, 2916 femmes et 1129 hommes, soit un total de 8160 personnes, sans compter les 4992 transportés ce même jour à Drancy. Quitus put être donné à ces fonctionnaires qui faisaient honneur au savoir-faire de la police française.

A Nancy, l'histoire ne s'est pas passée ainsi. Le 19 juillet 1942, il y a exactement 78 ans, 353 juifs furent sauvés de la grande opération dite « Vent Printanier », dont la rafle du Vél d'hiv' est le symbole.

Ces juifs furent sauvés par les fonctionnaires de police du Service des étrangers de l'Hôtel de Police de Nancy, dont 5 furent nommés Justes parmi les Nations : Edouard VIGNERON, chef du Service des étrangers, Pierre MARIE, son adjoint, Charles BOUY, François PINOT et Charles THOURON.

7 autres Justes parmi les Nations furent nommés à Nancy pour avoir sauvé des juifs dans d'autres circonstances au cours de la Shoah : Marcel COURTOT, Jean DANTONEL, Marcel GALLIOT, Camille KLEINCLAUSS, Paul LARCHER, Georgette LARCHER née HISS, Arthur VAROQUAUX.

Ce cas unique en France d'un service de police qui, dans son intégralité a contrevenu à un ordre inique pour sauver des Juifs, peut-il nous prémunir contre la montée de l'antisémitisme dans notre pays, dans notre région, notre département, notre ville ?

NON, car malgré l'existence de cette place, située au centre de notre ville, malgré la remise chaque année du Prix National de la Résistance et de la Déportation aux nombreux élèves des lycées et collèges participants, nous ne sommes pas prémunis contre l'antisémitisme.

Un maire Rassemblement National, ayant dans le passé proféré des propos racistes et antisémites sur les réseaux sociaux, vient d'être élu à Moissac.

Le 5 décembre 1939, une maison d'enfants des Eclaireurs Israélites de France s'installe à Moissac petite ville du Tarn et Garonne. Cette maison accueille entre 1939 et 1943 environ 500 enfants et adolescents juifs, qui y passeront ou séjourneront plus ou moins longtemps. Ils y furent hébergés, nourris, instruits et y purent vivre leur judaïsme sans avoir à s'en cacher. Les habitants n'y trouvant rien à redire et mieux que cela, accueillent les enfants dans les écoles de la ville, comme apprentis dans leurs boutiques et leurs ateliers et aident les jeunes à créer des fermes-écoles.

A la fin de 1943, prévenus par le commissaire de police de Moissac de l'imminence d'une rafle, les enfants furent dispersés et accueillis dans des lycées, des centres d'apprentissage, des institutions religieuses ou par de simples habitants de Moissac et des alentours. Aucun enfant de la maison de Moissac ne fut pris. Tous échappèrent aux arrestations et donc au pire.

Les habitants de Moissac et des environs illustrèrent les valeurs de cette France radical-socialiste du Sud-Ouest, profondément républicaine.

Je suis convaincu que tous les enfants de Moissac de nos jours apprennent à l'école l'histoire des enfants juifs de Moissac. Je ne doute pas que Moissac s'enorgueillit à juste titre de l'attitude de ses habitants durant la deuxième guerre mondiale.

Nous avons longtemps pensé que l'enseignement de l'histoire de la Shoah servirait de rempart à la montée de l'extrême droite et de l'antisémitisme dans notre pays.

Moissac confirme que nous nous sommes trompés. Il ne sert donc à rien de parler de la Shoah sans en faire une histoire politique. Si nous voulons tous ici combattre la recrudescence de l'antisémitisme qui augmente année après année dans notre pays, nous devons comprendre que l'enseignement des faits historiques ne suffit pas, qu'il nous faut absolument mettre en perspective la politique. N'oublions pas qu'Hitler n'a jamais fait de coup d'état et qu'il fut élu démocratiquement.

L'Assemblée nationale a voté le 3 décembre dernier une résolution adoptant la définition de l'antisémitisme proposée par l'Alliance Internationale pour la Mémoire de l'Holocauste.

La représentation nationale, après Emmanuel Macron Président de la République, Edouard Philippe Premier Ministre a voulu marquer de façon forte qu'on ne pouvait pas, comme le dit Annette Wieviorka « être tranquillement, avec bonne conscience, antisémite sous couvert d'antisioniste. Cet antisionisme rédempteur est très proche de l'antisémitisme de l'Allemagne nazie ».

Hommage soit rendu aux participants à cette cérémonie qui, aujourd'hui encore, surmontent la tentation de la lassitude pour redonner chair et vie, l'espace d'un moment, aux milliers d'âmes envolées dans un autre monde - forcément meilleur.

Hommage à la République française qui, depuis le discours historique du Président Jacques Chirac en 1995, a eu le courage de faire face à son histoire récente, qui a eu la grandeur de donner un nom à l'innommable, la lucidité de reconnaître l'indignité d'un gouvernement d'abord complice puis zélé, la force de dénoncer l'indifférence et la soumission d'une partie de cette génération, la témérité de refuser l'absolution à tous ceux qui ont commis l'offense suprême envers l'humanité de l'homme. « *Ces heures noires souillent à jamais notre histoire et sont une injure à notre passé et à nos traditions. Oui, la folie criminelle de l'occupant a été secondée par des Français, par l'État français* », dixit Jacques Chirac.

Hommage au Président François Hollande qui lui aussi a su trouver les mots pour dire que « *ce crime fut commis en France, par la France* » et... ce crime « *fut aussi un crime contre la France, une trahison de ses valeurs* ».

Hommage au Président Emmanuel Macron qui en 2017 eut ces mots d'une force inouïe : « *Le fait est là : Vichy put compter sur les ressources vives du pays pour mener sa politique de collaboration. Cette pensée que Vichy fut une parenthèse en 1940 ouverte et refermée en 1945 reconforte la haute idée que certains voudraient se faire de la France. Il est si commode de voir Vichy comme une monstruosité née de rien et retournée à rien... C'est commode, c'est commode, oui - mais c'est faux. Et on ne bâtit aucune fierté sur un mensonge. Et je vais vous dire pourquoi il importe de ne pas nourrir cette idée. Je vais vous dire pourquoi il faut toujours que nous ayons à l'esprit que l'Etat français de PETAIN et LAVAL ne fut pas une aberration imprévisible née de circonstances exceptionnelles. C'est parce que Vichy dans sa doctrine fut le moment où purent enfin se donner libre cours ces vices qui, déjà, entachaient la IIIème République : le racisme et l'antisémitisme* ».

Hommage aux derniers témoins revenus in extremis de cet autre monde, de cet autre temps pour témoigner que cela a bel et bien existé, pour braver les négationnistes qui, par incapacité de penser l'impensable, font le choix puéril et criminel de le nier.

Je sais que nous tous réunis aujourd'hui, sur cette place, qui fut la première place des Justes créée en France, essaierons de défendre dans la mesure de nos moyens, mais tous avec vigueur les valeurs des hommes et des femmes que nous honorons aujourd'hui.

Alain Lefebvre